

**« C'est une superbe  
leçon que nous  
ont administrée  
ces citoyens rassemblés  
par le hasard  
des procédures »**

**Un entretien avec Philippe Roqueplo  
à propos de la Conférence  
de citoyens sur l'utilisation des OGM**

**Un mini-débat public  
pour préparer  
un grand débat  
national à l'abri  
de toute  
manipulation.  
Retour sur une  
« aventure  
citoyenne ».**

**Responsabilité et Environnement :**  
*Philippe Roqueplo, vous avez été chargé par l'Office parlementaire d'organiser et d'animer une expérience nouvelle en France : celle d'une Conférence de citoyens sur l'usage des organismes génétiquement modifiés dans l'agriculture et l'alimentation. Pouvez-vous expliquer à nos lecteurs comment vous avez concrètement répondu à cette demande ?*

**Philippe Roqueplo :** Je pense qu'en disant « vous avez été chargé » et « vous avez répondu » ce n'est pas de moi qu'il s'agit dans votre esprit, mais du groupe qui a pris en charge cette nouvelle expérience : en effet cela a constitué un travail de groupe, effectué par une excellente équipe qui a étonnamment bien fonctionné. Je ne suis pas habilité à vous répondre au nom de cette équipe et je soulignerai donc d'emblée que mes propos n'engagent que moi.

J'ai été contacté le 12 janvier par Maurice Laurent, responsable administratif de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techno-

logiques. Le 16 se tint une première réunion de travail avec Jean-Yves Le Déaut, Président de l'Office. En face de lui, se trouvaient Daniel Boy, Dominique Donnet-Kamel et moi, les deux premiers ayant déjà beaucoup travaillé à la mise en place d'une conférence de ce type sur ce même sujet avec le ministère de la Recherche du précédent gouvernement, projet qui ne put être réalisé.

Si nous avons pu relever le défi, ce fut en grande partie grâce à ce travail préalable de Daniel Boy et Dominique Donnet-Kamel. Ce fut aussi parce que nous disposions d'un modèle auquel nous référer : les confé-

rences de Consensus réalisées au Danemark, en Hollande et en Angleterre, sur lesquelles Dominique Donnet-Kamel a publié en 1995 un rapport qui fut notre Bible. Ce fut enfin parce que nous jouissions de l'autorité de l'Office parlementaire et de l'extraordinaire efficacité de son secrétariat.

Très vite, nous avons pris les décisions indispensables : constitution du groupe de pilotage - présidé par Maurice Laurent - en nous adjoignant les quatre scientifiques d'ores et déjà choisis par Jean-Yves Le Déaut pour l'aider dans ses auditions sur le sujet. Mise en place du processus destiné à constituer le panel des citoyens. Puis organisation de deux week-ends de formation.

En ce qui me concerne, il ne m'était pas demandé de jouer un rôle opérationnel, mais d'exercer une fonction critique et - si j'ose dire - de donner de la voix pour que le groupe parvienne à conquérir son autonomie : autonomie vis-à-vis du Parlement, autonomie vis-à-vis de l'Office parlementaire lui-même, voire vis-à-vis de son Président, qui a tout de suite compris la nécessité de nous laisser agir en toute indépendance.

Heureusement, notre groupe a admirablement fonctionné et

je pense que là se trouve la raison fondamentale de ce que je ne crois pas excessif d'appeler notre réussite. De ce point de vue, nous pouvons et devons nous remercier les uns les autres.

**R. E.** : *Je suppose qu'une telle organisation n'est pas allée sans rencontrer des difficultés. Quelles ont été les plus importantes et comment les avez-vous surmontées ?*

**P. Roqueplo** : *La première difficulté* a été de boucler le processus en un temps terriblement court sans que ce processus ait à pâtir de cette atmosphère d'urgence. Par exemple, nous n'avions pas le temps de recruter les membres du panel par voie de presse ; nous avons donc eu recours à un organisme - l'IFOP - qui s'est

chargé du travail à partir de profils-types que nous avons élaborés. Eh bien, c'est finalement préférable car le procédé par voie de presse nous aurait sûrement fourni des sous-marins manoeuvrés par les divers groupes de pression concernés par la question des OGM. En fait, tel qu'il a été constitué, le panel s'est avéré excellent. Nous y reviendrons, je pense.

*Deuxième difficulté* : bien définir ce qu'il fallait attendre du fonctionnement de ce groupe de "citoyens" et de ses débats. Nous avons eu le plus grand mal à préciser - et surtout à faire comprendre - ce point à l'extérieur, en particulier à la presse. Le gouvernement avait annoncé "un grand débat national". Bien évidemment, le débat que nous organisions

*Deux participants du panel des citoyens, le 22 juin à l'Assemblée nationale : des citoyens dépourvus de toute représentativité politique mais investis d'une responsabilité politique majeure.*

n'était pas ce grand débat. Alors ? De quoi s'agissait-il ? De lancer le débat ? Certes non, car il était déjà lancé.

Mais était-il certain qu'il fût bien lancé ? Que tous les points importants aient été d'ores et déjà soulevés ? Que

le débat public, tel qu'il se déroulait, ne soit pas manipulé par les groupes de pression, quels qu'ils soient ? L'idée n'était donc pas d'organiser directement le "grand-débat national" annoncé par le gouvernement, mais d'assurer les conditions pour qu'un mini-débat public (celui que nous organisons) puisse se dérouler de façon indépendante et dégager lui-même les points à discuter et qu'ainsi le débat public général soit comme réorienté, sans que cette réorientation soit manipulée par qui que ce soit. Et surtout pas par les organisateurs de ce mini-débat public, c'est-à-dire pas par nous. Là s'est trouvé pour nous le plus grand défi. C'était un défi moral et nous l'avons perçu comme tel.

*Troisième difficulté* : comment choisir des formateurs qui respectent cette exigence de neutralité tout en exposant aux "citoyens" les diverses positions en présence. Cela a été la responsabilité principale du groupe de pilotage : choisir les bons intervenants, leur préciser leur rôle, qui n'était pas de transmettre purement et simplement des connaissances, mais de fournir les éléments permettant aux citoyens de questionner plus tard les experts et de débattre avec eux, lors de la conférence finale, avant de prendre eux-mêmes

### **Conférence de citoyens sur l'utilisation des OGM en agriculture et dans l'alimentation organisée par l'Office parlementaire**

Pour assurer un maximum de neutralité et de transparence, l'organisation a été confiée à un comité de pilotage indépendant comprenant :

- trois chercheurs en sciences sociales chargés du bon déroulement méthodologique :

- M. Daniel Boy, directeur de recherche au Centre d'étude de la vie politique française (Fondation nationale des sciences politiques),

- Mme Dominique Donnet-Kamel, ingénieur de recherche, responsable du service de Prospective en Communication de l'Inserm,

- M. Philippe Roqueplo, ancien directeur de recherche en sciences sociales au CNRS ;

- quatre chercheurs spécialisés dans les applications du génie génétique aux végétaux :

- Mme Francine Casse, professeur en biologie moléculaire à l'Université Montpellier II,

- Mme Marie-Angèle Hermitte, directeur de recherche au CNRS, spécialisée dans le droit des biotechnologies (Université de Paris I),

- M. Antoine Messean, chargé de mission à l'INRA, directeur scientifique du

Centre technique interprofessionnel des oléagineux métropolitains (CETIOM),  
- M. Gérard Pascal, chercheur à l'INRA, directeur scientifique pour la nutrition humaine et la sécurité des aliments.

Le secrétariat a été assuré par :  
- M. Maurice Laurent, directeur du service de la Recherche et de l'Evaluation et responsable du secrétariat de l'Office à l'Assemblée nationale,

- M. Jacques Bernot, conseiller et responsable du secrétariat de l'Office au Sénat.

Les relations avec les médias ont été assurées par :  
- Mme Marie-Bénédicte de Maigret, administrateur-adjoint des services de l'Assemblée nationale.

Le comité a confié l'accompagnement du panel de citoyens à M. Guy Amoureux, consultant en ressources humaines, professeur affilié à l'École supérieure de commerce de Paris.

Le panel de 15 citoyens sélectionné par l'IFOP s'est réuni pendant deux week-ends de formation du vendredi soir au dimanche soir.

La conférence publique a eu lieu les samedi 20 et dimanche 21 juin 1998 et la présentation à la presse du document final établi après la conférence publique a eu lieu le lundi 22 juin au matin.

position dans le débat. Nous n'étions pas certains d'y parvenir et je ne suis pas certain que nous y soyons parfaitement parvenus. Un contrôle a priori étant impossible, nous avons dû d'abord décider d'être sur ce point d'une intransigeance absolue, ce que - je crois - nous avons été. Nous avons ensuite décidé d'assurer les conditions d'un contrôle a posteriori de la non-manipulation du panel des citoyens : c'est la raison pour laquelle toutes les interventions des formateurs ont été filmées, ainsi que toutes leurs discussions avec les citoyens et nous en avons, dès le départ, informé tous les participants.

Les films sont aujourd'hui disponibles et tous ceux qui auraient des doutes sur la "neutralité" de la formation fournie aux citoyens peuvent visualiser ces films ou les acquérir en s'adressant à l'Office parlementaire.

Quatrième difficulté : était-il envisageable que les quelques hommes et les quelques femmes que nous lancions dans cette aventure "citoyenne" puissent d'abord adopter une posture d'élèves (week-ends de formation) pour entrer ensuite dans le débat

des experts, leur adresser des questions écrites (fin du second week-end), écouter leurs réponses (lors du débat final) et prendre enfin la posture de responsables politiques en formulant des recommandations adressées au Parlement ? Cela semblait une gageure et nous avons eu beaucoup de mal à nous convaincre, et à convaincre, que c'était effectivement possible. Sur ce point, les expériences étrangères nous ont été extraordinairement utiles : ce devait bien être possible puisque cela avait été d'ores et déjà réalisé ailleurs.

L'évocation de cette dernière difficulté appelle d'ailleurs deux précisions. D'une part, un animateur se trouvait parmi les citoyens pour les aider à débattre sans jamais intervenir sur le contenu des débats. D'autre part, il demeurait bien entendu que ce panel de citoyens ne jouis-

**Ce dont il s'agissait aux yeux mêmes des « citoyens » ainsi rassemblés, c'était d'un engagement collectif volontaire et responsable pour tenter d'imposer publiquement au débat public annoncé par le gouvernement une base indépendante de toute pression quelle qu'elle fût.**

saient d'aucune représentativité politique : certes, ses recommandations s'adresseraient au Parlement (et furent par la suite effectivement entendues par lui), mais là n'était pas l'essentiel : l'essentiel était que cette échéance politique imposée au panel obligeait les "citoyens" qui le composaient à fournir un travail authentiquement responsable. Il ne s'agissait pas d'un simple brain-storming parmi d'autres, ni d'offrir un vernis démocratique à nos institutions. Ce dont il s'agissait aux yeux mêmes des "citoyens" ainsi rassemblés, c'était d'un engagement collectif volontaire et responsable pour tenter d'imposer publiquement au débat public annoncé par le gouvernement une base indépendante de toute pression quelle qu'elle fût. Là se situait toute la subtilité de la procédure : politiquement dépourvue de toute représentativité, mais cependant investie d'une responsabilité politique majeure.

animateur se trouvait parmi les citoyens pour les aider à débattre sans jamais intervenir sur le contenu des débats. D'autre part, il demeurait bien entendu que ce panel de citoyens ne jouis-

**R. E. :** *Certaines caractéristiques du système ont été vivement critiquées. Dans les colonnes de notre revue, le Président d'honneur de France Nature Environnement a écrit : "Qu'il s'agisse d'une tragédie ou d'un opéra-bouffe, le public sera prié de rester silencieux". Il considérait en effet que cette conférence n'était pas un vrai débat public mais un débat contrôlé, pour ne pas dire manipulé. Comment répondez-vous à cette critique ?*

**P. Roqueplo :** Je pense avoir déjà répondu à cette critique. Je note d'abord un fait capital : il s'agit d'une critique exprimée (et publiée par vos soins) avant la conférence elle-même. Je

n'avais pas eu connaissance de ce texte. Vous venez de me l'envoyer ; l'ayant lu, j'ai aussitôt téléphoné à son auteur pour lui dire que je l'aurais moi-même - à la date où il l'a écrit - signé des deux mains. Tout ce que je vous ai dit aura montré à vos lecteurs que nous étions nous-mêmes parfaitement conscients des risques évoqués. C'est précisément parce que nous en étions conscients que nous sommes parvenus à les éviter. Non, le débat des citoyens n'a pas été contrôlé. Absolument pas. Ce qui a été contrôlé, avec une rigueur maxima, ce sont les conditions à instaurer pour interdire toute manipulation d'où qu'elle vienne. Bien entendu, ces conditions contraignaient à limiter ce débat à un micro-débat : mais il n'en a pas moins été public et a bien couvert l'ensemble des questions qui se posent aujourd'hui à propos des OGM. A la presse d'élargir maintenant le débat et de lui donner la publicité qu'il convient : c'est d'ailleurs ce qui s'est produit. Certes, cette reprise ne se fera pas sans "manipulations" ! Mais qui peut envisager un "grand débat public" qui ne soit pas manipulé par les uns et par les autres ? Au moins les bases

**Le gouvernement a décidé un moratoire de deux ans sur le colza. J'ose penser que cette décision de moratoire doit quelque chose à notre conférence et à l'orchestration qui en a été faite.**

d'un tel débat ont-elles été posées en dehors de toute manipulation. Sur ce point, j'ai envie de vous répondre: nous avons fait ce que nous pouvions. La parole est maintenant aux "grands débatteurs" ! Eh bien ! Qu'ils y aillent, en prêtant l'oreille à ce que des citoyens, investis pour le faire, ont jugé bon de dire publiquement.

**R. E. :** *Une autre critique du même auteur portait sur la précipitation dans laquelle avait été organisé ce débat, à chaud, après des décisions ; il remarquait que le milieu scientifique n'avait pas été capable de l'organiser en son sein. Ce sont des observations qu'on rencontre dans bien d'autre débats. N'est-ce pas, en fait, cette hâte (face à la crise) et ce refus du débat interne (de peur d'être placé sur la défensive) qui sont la normalité.*

**P. Roqueplo :** Le débat a été organisé en hâte, à chaud, après que des décisions eussent été prises. C'est vrai. C'est là un reproche qui s'adresse au gouvernement, non aux organisateurs du débat. Eût-il mieux valu refuser de l'organiser ? Je n'en crois rien. J'observe que - par la suite - le gouvernement a décidé un moratoire de deux ans sur le colza et qu'il a res-

treint ses autorisations au moins "déjà décidé". J'ose penser que cette décision de moratoire doit quelque chose à notre conférence et à l'orchestration qui en a été faite.

Vous opposez, d'une part, la hâte de la décision gouvernementale face à la crise et, d'autre part, le refus des débats internes aux milieux scientifiques. Mais s'il y a crise, ce n'est pas tant au gouvernement qu'il faut l'imputer qu'aux milieux scientifiques qui n'ont pas su élucider à temps les questions, ce qui eût (peut-être ?) évité ladite crise ; et il faut surtout l'imputer aux industriels qui foncent tête baissée, inondent les marchés de leurs produits transgéniques et la presse de leur propagande éhontée en faveur desdits produits. Ceci dit, la question posée est essentielle, tant pour l'avenir de l'environnement que pour celui de la démocratie. Elle fait depuis des années l'objet de mes propres recherches et je pense que c'est pour cette raison que j'ai été associé au groupe qui a organisé cette conférence. Mais c'est précisément parce que la situation est ce qu'elle est qu'une telle conférence a sa raison d'être, si critiquable qu'elle puisse paraître et si modeste que soient ses résultats.

**R. E. :** *J'ai été très impressionné par la sagesse des conclusions de cette*

*conférence. Mais la transcription qu'en ont fait les médias n'a-t-elle pas déformé le message ?*

**P. Roqueplo :** Moi aussi j'ai été très impressionné. Nous l'avons tous été. De ce point de vue, nous avons été les témoins d'un phénomène dont nous n'avons pas fini d'exploiter la signification : voilà des hommes et des femmes venant des quatre coins de la France, dont l'âge varie de 24 à 58 ans, aux métiers divers et généralement modestes... bref, des gens « comme tout le monde ». Les voici face à un aréopage d'experts, de hauts fonctionnaires, de journalistes, d'industriels. Ils questionnent ceux-ci avec pertinence sans s'en laisser conter. Ils n'hésitent pas à les interrompre et à contester leurs réponses, relevant même les contradictions qu'ils observent entre eux... et, finalement, ce ne sont nullement eux - les « citoyens » - qui sont intimidés mais ceux à qui ils ont affaire. Ils se sont manifestement sentis investis d'une légitimité - modeste, certes, mais forte - et ils se sont imposés au respect de tous.

Certes cela représente un grand risque : le risque wagnérien d'ériger l'innocence en capacité de formuler des oracles. N'empêche : ce fut impressionnant. Comme fut impressionnant le fait que ces

quatorze « citoyens » aient travaillé sans arrêt du dimanche 14h au lundi midi (soit 22 heures non-stop) à rédiger leurs conclusions, à les présenter « publiquement » et à répondre ensuite aux questions qui leur furent posées. On pourra dire ce que l'on voudra, ce fut comme un courant d'air frais soufflant dans ce sanctuaire de la démocratie. De même que fut revigorante la manière dont l'un d'entre ces citoyens remit à sa place un journaliste qui l'avait poursuivi de ses questions et avait abusivement trahi la signification de ses réponses.

Quant à la façon dont les médias auraient déformé leur message, je ne porterai aucun jugement. Je note simplement que la couverture de presse fut considérable : tous les médias ont rendu compte de cette conférence et sa simple occurrence a d'avance conduit les industriels des OGM à se livrer à une débauche de propagande. En quoi nous pouvons voir les ébauches du grand débat national que cette conférence avait pour but de relancer publiquement.

**R. E. :** *Dans la suite immédiate de cette conférence, on a vu le gouverne-*

*ment français prendre des décisions qui lui permettent d'éviter les foudres de l'Organisation mondiale du commerce. Est-ce que, comme le dit l'auteur déjà cité, « le premier mais a joué le rôle du cheval de Troie » ?*

**P. Roqueplo :** Vous me permettrez de ne pas répondre à cette question, car je n'ai l'intention ni d'approuver ni de dénoncer ici la politique de notre gouvernement. Je laisserai à celui dont vous invoquez le texte la responsabilité de ses appréciations sur ce sujet. Par contre je suis intéressé par votre évocation de l'Organisation mondiale du commerce. Il est tout-à-fait scandaleux - et on ne le dira jamais assez - que les choix en matière d'OGM soient considérés comme des choix purement économiques, relevant de la seule

**Il est tout-à-fait scandaleux - et on ne le dira jamais assez - que les choix en matière d'OGM soient considérés comme des choix purement économiques.**

compétence internationale d'un organisme chargé de réguler les relations « commerciales ». Pense-t-on que, avec de

telles pratiques, le monde parviendra jamais à ce « développement durable » qui constitue pourtant une condition de sa survie ? De ce point de vue - pour autant que je sois bien informé - notre conférence de citoyens a d'ores et déjà joué un rôle non négligeable. Elle a en effet rendu manifeste le fait que les réticences des pays

d'Europe à accepter la mise en culture et la mise sur le marché des organismes végétaux génétiquement modifiés ne constituent nullement une tactique protectionniste des gouvernements européens face au dynamisme commercial des entreprises d'outre-Atlantique, mais que ces réticences reposent bel et bien sur des raisons sérieuses et correspondent à des exigences de la population elle-même. C'est là un point de grande portée politique pour la question de l'avenir des OGM.

**R.E.** : *Il s'est dégagé, il me semble, un avis général très positif vis-à-vis de cette première expérience. Le président de l'Office, Jean-Yves Le Déaut, a largement souligné que les résultats de cette conférence ne devaient être qu'un élément du débat public. Comment à l'avenir situez-vous le rôle d'une expérience de ce type au sein d'un débat plus large et quelles sont, à votre avis les autres formes de débat à instituer ou à conserver ?*

**P. Roqueplo** : Je suis d'accord avec vous : cette conférence a été très bien reçue et ceci mérite d'autant plus d'être souligné que sa préparation et sa mise en œuvre ont suscité d'innombrables critiques allant, comme vous l'avez vous-même souligné dans votre deuxième question, jusqu'au reproche de manipulation. Nous avons été enveloppés de soupçons et je puis

vous dire que c'est une expérience désagréable. Autant la réussite de cette expérience constitue un événement fort encourageant, autant les conditions de sa préparation jettent une lumière assez sinistre sur la façon dont les militants de tous bords - à commencer par les écolos - vaticinent contre tout ce qu'ils ne contrôlent pas eux-mêmes et se refusent à entrer dans une expérience qui ne constitue cependant une menace pour personne.

Quant aux leçons à tirer de cette première expérience et à la place que peut tenir dans l'avenir ce type de conférence, je pense qu'il est prématuré d'en discourir maintenant. Il faut d'abord que cette expérience soit minutieusement analysée, par nous-mêmes et par d'autres. Comme je vous l'ai dit, les films sont disponibles.

Je suis certain que tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, y ont participé ne demanderont pas mieux que de contribuer à ce travail d'analyse. Ce n'est qu'après avoir fait ce travail qu'il sera possible de déterminer la façon dont une telle procédure peut être institutionnalisée et utilisée.

**R.E.** : *Après les OGM, est-il prévu une autre conférence ? Sur quel thème ? Si vous aviez le choix, quel thème proposeriez-vous ?*

**P. Roqueplo** : Je n'en sais rien et je me méfie des modes. Si ce type de conférence peut jouer un rôle pour la maîtrise démocratique du développement scientifique et surtout technologique, il faut par dessus tout éviter de le disqualifier par des montages hâtifs et par des interventions dans des domaines où ce type de procédure risquerait de manquer de

*Jean-Yves le Déaut, président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, le 22 juin à l'Assemblée nationale.*

AFP/Jack Guéz/cd-jm

pertinence. Vous me permettez donc, encore une fois, de trouver votre question prématurée et de me récuser.

**R.E.** : *Question plus personnelle : qu'avez-vous appris au cours de cette expérience ?*

**P. Roqueplo** : Beaucoup de choses. D'abord sur la question même des manipulations génétiques (qui constituent un domaine fondamental du développement technologique actuel) et sur le contexte scientifico-industriel correspondant : par exemple, sur le poids énorme des entreprises nord-américaines et sur la façon dont elles poursuivent, à une échelle que je ne soupçonnais pas, la stratégie du fait accompli ... ce qui met les pouvoirs politiques dans une situation terriblement difficile.

C'est, par ailleurs, une expérience très instructive que de participer à une équipe obligée de naviguer en permanence entre des obstacles de toutes sortes : cela oblige à analyser sans cesse la situation et à considérer - en quelque sorte de l'intérieur - l'ensemble du monde politico-médiatique au sein duquel se situe bien évidemment ce genre d'expérience.

Mais je voudrais surtout insister sur un point qui m'a beaucoup impressionné : la magnanimité

dont a fait preuve ce groupe de « citoyens ». Au départ de l'expérience, certains membres du groupe de pilotage étaient sceptiques et pensaient qu'il fallait écouter les séances, que les participants risquaient d'être saturés et que nous leur demandions un effort excessif. D'autres - dont j'étais - déclaraient, en s'appuyant sur leurs propres expériences, que monsieur Tout-le-Monde, dès lors qu'on s'adressait sérieusement à lui pour lui demander de faire véritablement oeuvre de citoyen, susceptible d'influencer réellement le cours des choses... eh bien, alors, ce monsieur Tout-le-Monde « mettrait le paquet » pour être à la hauteur de l'honneur qui lui était ainsi fait. Et c'est ce qui s'est passé.

Certes, il y a là un grand risque et il ne faut pas rêver. Le risque de voir le monde politique - sur un grand nombre de questions qu'il ne parvient pas à maîtriser (pensons aux déchets nucléaires, à la pollution urbaine, à la maîtrise des dépenses de santé...) - se précipiter pour « refiler le bébé » à de généreux innocents, quitte ensuite à les ridiculiser et à récuser superbement le recours à de telles procédures. C'est là un risque réel, tant maints responsables sont désespérés et prêtent l'oreille aux voyants et gourous de tous ordres susceptibles de calmer l'angoisse qui les étirent devant la complexité

des décisions qu'il leur faut prendre. Ce risque existe. N'empêche ! C'est une superbe leçon que nous ont administrée ces citoyens ainsi rassemblés par le hasard des procédures. A condition de ne pas voir là une forme quelconque de recours à quelque sorte que ce soit de démocratie directe, cette expérience a, me semble-t-il, de quoi redonner confiance aux démocrates : la sagesse des citoyens ne le cède en rien à celle des politiciens professionnels pour lesquels toute prise de décision est nécessairement biaisée par leurs stratégies d'accession - ou de maintien - au pouvoir. Ce biais est d'ailleurs une conséquence inéluctable de la délégation de pouvoir faite aux hommes politiques et qui définit leur rôle : ne sont-ils pas élus pour représenter les citoyens au sein de l'appareil décisionnel de l'Etat ? Tel n'était pas le cas des membres du panel : la problématique du pouvoir ne les concernant pas, ils ne se sont manifestement préoccupés que de répondre à la question qui leur était posée. C'est là une forme d'indépendance dont la démocratie parlementaire a peut-être grandement besoin, ne serait-ce que pour alimenter publiquement les débats publics sans lesquels elle ne saurait fonctionner.

*Propos recueillis par Michel Turpin* 